

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1902.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour l'exercice 1903 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Les crédits proposés pour le Budget de 1903 s'élèvent à la somme de	fr. 31,452,390 10
Les crédits alloués au Budget de 1902 montaient à	31,973,950 10
Il y a donc une diminution de	fr. 521,560 »

Il importe d'expliquer cette diminution, qui a soulevé des critiques contre le Gouvernement.

Il suffit de lire la Note qui précède le projet de Budget, pour se convaincre immédiatement que les dépenses ordinaires, pour l'année 1903, sont portées à 29,601,507 francs, tandis que, pour l'exercice 1902, il n'en a été prévu que 29,088,471 francs; d'où une augmentation à l'ordinaire de 513,336 francs.

C'est donc dans les dépenses exceptionnelles qu'il faut chercher la diminution des crédits.

Pour 1903, ces dépenses sont évaluées à	fr. 4,850,883 10
Tandis que, pour 1902, elles ont été de	2,885,779 10
Donc, diminution de	fr. 1,054,896 »

Les dépenses exceptionnelles varient d'année en année. Elles sont proportionnées aux besoins plus ou moins grands et urgents des divers services

(1) Budget, n° 4, VI.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, président, était composée de MM. DONET, DUFRANE, HARMIGNIE, HOYOIS, TACK et COLAERT.

de l'Administration. C'est ainsi que, pour ne citer que les trois dernières années :

Pour l'exercice 1900,	elles se sont élevées à fr.	1,701,903	»
— 1901,	—	2,412,559	»
— 1902,	—	2,885,779	10

Il est probable que les budgets futurs présenteront les mêmes variations. Quoi qu'il en soit, c'est jusqu'ici l'enseignement à tous les degrés, qui a bénéficié le plus des crédits exceptionnels alloués au Département de l'Intérieur et de l'Instruction publique. D'ailleurs, aucune école publique n'a été supprimée depuis plusieurs années, et il ne résulte d'aucun chiffre du Budget que le Gouvernement se propose de diminuer le nombre des établissements d'instruction relevant des pouvoirs publics, ou même de restreindre les subsides accordés à l'enseignement de l'État.

Aussi, le reproche auquel nous venons de répondre brièvement, n'a-t-il point été formulé en section centrale, pas plus d'ailleurs que dans les différentes sections, qui ont adopté le projet de budget : la première, par dix voix et quatre abstentions; la seconde, par treize voix contre cinq; la troisième, à l'unanimité moins une voix et deux abstentions; la quatrième, par neuf voix et deux abstentions; la cinquième, par treize voix contre une; la sixième, à l'unanimité sauf une abstention.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Comme les années précédentes, la discussion générale s'est bornée à trois questions qui furent souvent soulevées et qui, de l'avis presque unanime, exigent une prompte solution : l'application de la loi sur le droit d'auteur, l'insuffisance de la police rurale et la proposition de loi relative à la stabilité des emplois communaux.

Application de la loi sur le droit d'auteur.

La Chambre se rappellera que, depuis plusieurs années, la section centrale du Budget de l'Intérieur et de l'Instruction publique, saisie de nombreuses pétitions contre l'application rigoureuse de la loi de 1886 sur le droit d'auteur, lui a signalé les abus et vexations dont se plaignent les réclamaux et, — nous croyons pouvoir l'ajouter, — l'opinion publique tout entière.

Il nous paraît inutile, pour le moment, d'énumérer les griefs des pétitionnaires. Il l'ont été d'ailleurs longuement dans notre rapport sur le budget de 1901. (Doc. n° 117, pp. 2 et suiv.) Nous nous y référons, de même qu'aux débats que la question a soulevés à la Chambre des Représentants et au Sénat, lors de la discussion du budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour l'exercice 1897.

Le législateur de 1886 avait déclaré que la loi devrait être exécutée sage-

ment. Or, de l'aveu de la Fédération nationale des Sociétés d'auteurs, elle a donné lieu à des excès de rigueur, qui provoquent une réaction que nous ne pouvons taxer d'excessive ou d'injuste. Ce sont même les membres de cette Société qui protestent le plus vivement contre l'application de la loi.

Quoi d'étonnant? Ils voient que l'œuvre législative de 1886 finira par sombrer, à la suite des excès commis par les nombreux agents, auxquels les auteurs recourent pour la perception des taxes que la loi, rigoureusement interprétée, permet d'exiger. Ils sont dépourvus de toute influence sur la gestion de leurs intérêts artistiques et matériels. Il ne leur est pas même loisible d'assister aux assemblées générales de la Société dont ils font partie. Enfin, leurs contrats les obligent à ne plus permettre ni défendre l'exécution publique de leurs œuvres, si ce n'est par l'entremise du syndicat ou de l'agence générale et, en cas d'exécution sous leur propre direction, en payant le droit d'auteur!

Nous visons spécialement l'exécution des œuvres musicales. « Qu'un » maître s'avise, dit M. Gilkens, d'organiser un concert, de donner une audition de ses œuvres, d'offrir une représentation où lui seul soit en cause, » la Société prétend avoir le droit d'intervenir et de réclamer des droits, qui » même ne reviendront plus à l'auteur qu'en partie. »

Et l'honorable vice-président de la Fédération nationale des sociétés de Belgique cite, d'après M. Kufferath, deux exemples à l'appui de ce qu'il avance : M. Tinel donna, certain jour, une audition de son oratorio *Franciscus*. Quoique affilié à l'Association, il fut obligé à payer cinquante francs pour avoir initié le public à son œuvre. On lui donna dix-sept francs et un centime à titre de droit d'auteur! M. Adolphe Samuel eut à subir un traitement analogue lorsque, dans un concert public, il fit entendre sa symphonie mystique, *Christus*.

On conçoit que les auteurs et compositeurs de musique se révoltent contre de pareils procédés, qui ne sont d'ailleurs pas les seuls qu'ils aient à déplorer!

Et le public ne proteste pas moins. Il n'est plus possible d'organiser une fête de charité sans qu'un agent de la Société, le plus souvent un huissier, vienne interposer son autorité pour exiger le paiement d'un droit d'auteur. Les exécutions dans les églises, exemptes de tout esprit de lucre, ne sont pas libres; et jusqu'aux orgues de barbarie et les musiques des forains doivent payer leur tribut à la Société des Auteurs et Compositeurs, qui, eux-mêmes, ne bénéficient de la perception du droit que dans une bien faible mesure.

C'est la loi, dit-on. Oui, la loi de 1886 permet d'aller aussi loin. La Société des Auteurs le sait trop bien, et si on ne l'arrête, elle poussera bientôt ses prétentions ridicules jusqu'à poursuivre, de ses rigueurs, l'ouvrier qui fredonne ou siffle un air appartenant à un auteur affilié.

L'application de la loi de 1886 donne donc lieu à des abus, contrairement aux intentions de ses auteurs.

Y a-t-il des remèdes à cette situation?

Dans la séance du 13 avril 1897, M. Schollaert, Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, convaincu que des abus nombreux se commet-

taient en cette matière, annonça que, si ces abus persistaient, il n'hésiterait pas, au cas où un autre moyen ne serait pas en son pouvoir, à demander à la Chambre de voter un projet de loi tendant à les réprimer.

L'honorable ministre espérait que cette déclaration serait, pour les agents des sociétés, un avertissement salubre. Il reste entendu, disait-il, que ce n'est pas là une vaine menace ; si les abus se reproduisent, un projet de loi serait déposé. On pourrait, ajoutait-il, entrer dans la voie signalée par M. Ligy, qui a demandé la publication au *Moniteur des œuvres* dont les auteurs ont conservé la propriété.

La Chambre sait que cette publication fut faite dans le numéro du *Moniteur belge* du 8 février 1900, et complétée postérieurement. Mais, contrairement à l'attente de l'honorable M. Schollaert, le public et les auteurs eux-mêmes se plaignent plus encore qu'avant et, il faut l'ajouter, non sans raison.

Nous croyions, en 1901, avoir trouvé une solution qui, en modifiant légèrement la loi de 1886, dont les principes seraient maintenus, donnerait satisfaction à tous les intérêts. « Le *Moniteur*, disions-nous, ne mentionne que les noms des auteurs qui font partie de la Société. Ne pourrait-on demander en outre, que toute œuvre musicale, exposée en vente ou mise en circulation, indique la date de sa publication et la mention que l'auteur ou l'éditeur s'est réservé ses droits ? » (Rapport sur le Budget de 1901, *Doc. 117*, p. 6.)

Si la Société des Auteurs avait été inspirée par l'intérêt bien entendu du public et de ses membres, elle se serait conformée à cette manière de voir. En faisant la publication et la mention suggérées par la section centrale, elle aurait fait connaître au public le nom et l'étendue des droits de l'auteur des œuvres musicales. Tout au moins aurait-elle pu invoquer sa bonne volonté, et peut-être le public lui en eut-il tenu compte.

Mais ce n'est pas de l'intérêt public que la Société a cure. Elle ne juge pas même devoir donner satisfaction à ses membres ! Elle agit comme une vaste société d'exploitation, ayant de nombreux agents et sous-agents, assistés, en justice, de conseils spéciaux et servis par des dénonciateurs qui, dans les procès, sont ses témoins intéressés.

Ces procès, du reste, ne lui rapportent rien ou peu de chose. Ils sont plutôt des moyens d'intimidation, et leur résultat le plus avantageux consiste dans les abonnements qu'elle force les sociétés de musique, et jusqu'aux joueurs d'orgues de barbarie, à prendre chez elle.

Des dispositions législatives seules nous semblent, aujourd'hui, pouvoir mettre ordre à cet état de choses. Les conseils n'ont pas manqué à la Société, les avertissements lui ont été prodigués ; elle a méconnu les intentions du législateur de 1886 ; elle n'entre pas dans les vues du législateur actuel. Elle ne s'inclinera que devant la rigueur d'une loi nouvelle.

Il suffira du reste d'un bout de loi modifiant l'article 16 de la loi de 1886, en affranchissant du droit d'auteur les auditions musicales et les fêtes pour lesquelles il n'est prélevé un droit d'entrée qu'en vue de couvrir les frais ou de venir au secours d'une œuvre de bienfaisance. Il importerait aussi de fixer

le taux du droit d'auteur et de le porter à un chiffre minime, 2 p. c. par exemple de la recette brute.

On nous objectera peut-être que nous nous écartons ainsi de notre manière de voir de 1901. C'est vrai, et nous ne cherchons pas à le dissimuler. Mais le moyen d'obvier aux abus dont la recrudescence est manifeste? Nous avouons ne pas en connaître d'autre que celui que nous venons de signaler, à la suite de la Fédération nationale des auteurs.

Mais ce moyen ne constitue-t-il pas, comme nous le disions il y a deux ans, l'expropriation de la propriété des œuvres musicales, dans un intérêt public et sans indemnité préalable?

On n'a pas répondu péremptoirement à cette question, qui a son importance. Peut-être pourrait-on soutenir que les auteurs et compositeurs sont les vrais titulaires du droit de propriété en cette matière. C'est incontestable. Mais, alors ne violent-ils pas les conventions qu'ils ont faites avec leur société? D'autres pourraient ajouter : leur opposition, leurs protestations n'ont-elles pas pour but de se dégager de leur lien juridique?

Toujours est-il qu'au point de vue de l'intérêt public, le consentement des auteurs et compositeurs a son importance. Il est certain aussi que, si la Société abuse manifestement des droits qui lui ont été cédés ou reconnus, le législateur ne peut indéfiniment consacrer ces abus, sans nuire à la généralité.

Nous ne nous arrêtons pas à une autre considération que la Société invoque parfois devant les tribunaux, quand il s'agit d'exécutions sur des orgues de barbarie.

Les auteurs et compositeurs, dit-on, ont intérêt à ce que leurs œuvres soient exécutées d'une façon convenable et non par le premier venu. La réponse est facile : l'exécution vaut-elle mieux lorsqu'elle donne lieu à une perception de droit? Et puis, quel est le meilleur juge en cette matière? N'est-ce pas plutôt l'auteur lui-même que la Société des Auteurs? Et s'il ne se plaint pas, lui, qu'y a-t-il à redire?

La Suisse, et récemment l'Allemagne, sont entrées dans la voie que nous venons d'indiquer. La France agit de même, mais administrativement. Leur exemple pourrait être suivi en Belgique.

La section centrale convie le Gouvernement à déposer, sans retard, un projet de loi dans le sens demandé. S'il croyait ne pas devoir le faire, nous attendrions de l'initiative parlementaire une réforme réclamée par l'opinion publique et qu'il est urgent d'introduire dans notre législation.

Police rurale.

Lorsque la question de la police rurale fut soulevée par un membre de la section centrale, il lui a été répondu que le problème regarde bien plus les Départements de la Justice et de l'Agriculture que celui de l'Intérieur.

Nous savons du reste que la Commission extra-parlementaire, instituée

par le Gouvernement, pour étudier cette question, se réunit régulièrement et qu'il est probable qu'elle sera bientôt à même de déposer son rapport.

Quoi qu'il en soit, la section centrale recommande cette question au Gouvernement tout entier, avec l'espoir de la voir résoudre dans le courant de la présente session.

Stabilité des fonctions communales.

L'opinion publique s'est émue récemment à propos de la situation de certains employés communaux, révoqués sous divers prétextes, mais, en réalité, parce qu'ils ne partageaient pas les idées politiques de leurs chefs nouvellement élus.

La Chambre et le Sénat ont été saisis de pétitions réclamant contre ce criant abus d'autorité.

Sans entrer dans des considérations que ne comporte pas l'examen d'un budget, nous n'hésitons pas à dire que, dans un pays où la liberté de conscience est proclamée par la Constitution, les fonctionnaires et employés communaux doivent avoir la liberté de leurs opinions et, surtout, la libre disposition de leurs suffrages. Par contre, les administrations communales ont le droit d'exiger que leurs subordonnés n'abusent pas de leurs fonctions ou des services qu'ils sont appelés à rendre au public, pour exercer une influence quelconque sur le corps électoral. Les agents communaux ne sont pas des courtiers électoraux.

Si les employés se renferment dans le cercle de leurs devoirs et de leurs attributions, ils ont des droits que la justice et la charité commandent aux supérieurs de respecter. L'accomplissement de ces devoirs et le respect de ces droits seront toujours, dans notre pays, les meilleures garanties de la stabilité des emplois communaux.

Mais il y a eu des abus; il y en aura peut-être encore. L'opinion publique, qui les désapprouve, n'est pas toujours à même de les empêcher ou d'en réparer les conséquences. L'intervention du législateur s'imposerait si de nombreux abus — surtout des abus collectifs — se présentaient à l'avenir.

DISCUSSION DES ARTICLES.

Dans cette discussion, la section centrale s'est bornée, presque exclusivement, à charger son rapporteur de poser des questions au Gouvernement. Nous nous sommes acquitté de cette charge, en adressant au surplus, à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, toute la série de questions posées dans les diverses sections.

Le chapitre IV seul a soulevé une discussion, à propos de l'amélioration de la position des employés inférieurs des gouvernements provinciaux.

La Chambre connaît l'opinion de la section centrale. Elle s'est déclarée favorable, en principe, à cette amélioration. Elle prie encore le Gouvernement d'étudier la question et de faire droit aux réclamations des employés visés dans ce qu'elles ont de fondé.

A l'appui de ces réclamations, un membre a joint une note que nous reproduisons ici :

« Les employés inférieurs des administrations provinciales sollicitent depuis plusieurs années une amélioration de position. Les gouverneurs, leurs chefs, ont appuyé à différentes reprises leurs demandes auprès de l'administration centrale. Un grand nombre de sénateurs et de représentants se sont émus également de la situation précaire de ces employés et ils les ont instamment recommandés à la bienveillance de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Enfin, le Parlement lui-même s'est préoccupé de la question, et les sections centrales du budget de l'intérieur, tant de la Chambre que du Sénat, ont fait rapport sur la réclamation des agents en cause, au cours de la dernière session. Après un examen approfondi, elles ont reconnu son bien-fondé et ont prié le Ministre compétent de vouloir bien donner satisfaction aux intéressés dans la mesure la plus large possible.

» Le rapport de la section centrale du budget de l'Intérieur pour 1902, à la Chambre, contient un exposé complet de la situation et des réclamations dont il s'agit. Or, comme M. le Ministre de Trooz s'est réservé d'étudier à nouveau l'ensemble des revendications formulées par ces employés, il importe aujourd'hui de préciser la situation spéciale des commis de 2^e classe, dont l'avenir est tout particulièrement compromis. L'on en jugera par l'exposé qui suit :

» Ces modestes agents, arrivés au traitement de 2,200 francs, ne peuvent obtenir d'avancement que si des vacances de places se produisent parmi les fonctionnaires d'un rang plus élevé. Pas de départ, pas d'avancement. Et pourtant, peut-on prétendre logiquement que le mérite, les capacités, l'activité et la bonne conduite ne sont dignes d'aucun encouragement.

» L'avenir de ces employés dépend uniquement du hasard des circonstances, ou plutôt, disons le mot, de *la chance* due au plus ou moins de vacances occasionnées par le décès.

» La situation actuelle des cadres permet de constater :

» 1^o Qu'il faut tantôt 15, tantôt 20, 25 et même 30 années de grade au commis de 2^e classe pour pouvoir espérer une promotion ;

» 2^o Que la plupart de ces commis doivent inévitablement être pensionnés dans leur grade, si l'on n'apporte aucune modification au règlement organique qui les régit.

» Et que l'on ne croie pas que ce sont là des exceptions, l'anomalie signalée existe dans toutes les provinces, et les employés *les plus capables et les plus méritants* en souffrent comme les autres. Le commis de 2^e classe réunit toutes les conditions voulues pour passer à la 1^{re} classe : il n'attend que la disparition de son collègue pour prendre sa place.

» On conçoit aisément que tous ne peuvent prétendre arriver à une position élevée ; mais il s'agit, dans l'espèce, d'emplois subalternes, où l'on touche à peine de quoi subvenir aux besoins les plus impérieux de la vie.

» L'article 7 du règlement organique en vigueur permet, il est vrai, d'accorder, après 5 et 10 ans de maximum, c'est-à-dire après 9 et 14 années de grade, une augmentation de 110 ou de 220 francs ; mais cela est insuffisant,

si l'on tient compte de la modicité du traitement ainsi majoré (2,420 francs), et de ce fait, que le commis qui est l'objet de cette faveur doit avoir forcément près de 30 années de service et 50 ans d'âge.

» Ce système d'avancement, il faut en convenir, décourage souvent l'employé méritant, comme le père de famille qui a le souci d'élever convenablement ses enfants.

» Voyons maintenant ce que désirent les intéressés :

» Pouvoir être promus commis de 1^{re} classe et gagner 3,000 francs après un certain nombre d'années de service.

» Est-ce trop demander pour l'employé consciencieux et travailleur dont on exige des connaissances étendues et variées ?

» Les *commis des chemins de fer*, postes et télégraphes et ceux des *ponts et chaussées* arrivent à cette situation.

» De même que les commis dont je défends ici la cause, ce sont des employés, au service de l'État ; ils sont cependant traités différemment. Il faut cependant convenir que le système d'avancement à double base, tel qu'il est organisé dans ces deux administrations citées à titre d'exemple, est le seul juste, le seul rationnel, parce que seul il permet de récompenser les employés qui font preuve de zèle et d'initiative, sans nuire à ceux qui, plus âgés et plus anciens en grade, sont dignes aussi d'encouragement.

» Si l'article 4 du règlement organique des gouvernements provinciaux était rédigé dans le sens indiqué par les intéressés, le but poursuivi serait atteint : *Les commis de 2^e classe méritants*, c'est-à-dire qui ont donné des preuves d'aptitude dans l'accomplissement de leur tâche quotidienne, pourraient être promus commis de 1^{re} classe après un certain nombre d'années de service, et les plus capables au fur et à mesure des vacances de places.

» Conformément à l'article 4 ici visé, les expéditionnaires et les commis de 3^e classe peuvent actuellement espérer, *s'ils sont méritants*, être nommés respectivement commis de 3^e et de 2^e classe *après six années de grade*. On ne peut méconnaître, qu'en agissant ainsi, on a amélioré la position de ces modestes employés, et si les mêmes avantages étaient accordés aujourd'hui aux commis de 2^e classe, qu'on semble avoir oubliés en 1897, cette mesure, nous osons l'affirmer, serait sans doute de nature à donner satisfaction pour longtemps aux agents subalternes des administrations provinciales.

» Et que peut craindre l'administration centrale de l'adoption de la modification préconisée ? Les conséquences financières ? Mais la dépense qu'elle doit entraîner serait peu importante si on consacrait les sommes à provenir des extinctions, autrement dit des excédents de budget, à la création de places de premiers commis.

» Serait-ce l'abus que pourrait faire les gouverneurs de la nouvelle prérogative qui leur serait accordée ? Mais les promotions à résulter de l'article 4 sont subordonnées à l'autorisation préalable de M. le Ministre.

» Ou bien serait-ce la crainte qu'à un moment donné il n'y ait plus que des commis de 1^{re} classe ? Mais pour que cette éventualité puisse se produire, il faudrait qu'il n'y ait ni départ, ni décès pendant dix-huit ou vingt ans, ce qui ne peut se présenter.

» Serait-ce plutôt que les commis de 1^{re} classe pourraient, à leur tour, par le même raisonnement que leurs collègues, demander à devenir chefs de bureau? C'est impossible, puisque les candidats au grade de chefs de bureau doivent subir un examen spécial très difficile.

» Cette notice est extraite d'un exposé plus long rédigé par les intéressés pour l'honorable Ministre de l'Intérieur.

» Je me permets de croire qu'après en avoir pris connaissance, il voudra bien reconnaître le bien fondé de la demande des commis de 2^e classe des gouvernements provinciaux, et qu'il y donnera suite favorable. »

QUESTION.

Quelles sont les communes où la garde civique sera prochainement mise en activité?

RÉPONSE.

La liste des communes où la garde civique sera prochainement appelée à l'activité n'est pas encore définitivement arrêtée.

Elle ne pourra l'être que lorsque les instructions d'usage seront terminées.

AUTRE QUESTION.

Le Gouvernement se décidera-t-il à présenter un projet de loi fixant son intervention à la moitié pour l'établissement de stands?

RÉPONSE.

Cette question est à l'étude.

La section centrale croit devoir faire observer que, à deux reprises, pendant l'année 1904, l'honorable ministre s'est engagé à présenter un projet de loi dans le sens demandé.

Instruction publique.

Administration de l'Enseignement supérieur.

QUESTION.

Un membre a demandé ce que devient la question de la personnification civile des Universités.

RÉPONSE.

La Chambre ne se trouve actuellement saisie d'aucun projet de loi, non plus que d'aucune proposition de loi, ayant trait à cet important objet.

Pour le surplus, la question est posée dans des termes tellement vagues qu'il m'est impossible de formuler une réponse.

Personnellement, je continue à me préoccuper des moyens à mettre en œuvre pour assurer la consolidation juridique des Universités libres de Louvain et de Bruxelles.

Enseignement moyen.

QUESTION.

Un membre demande comment le Gouvernement compte remédier à la situation des professeurs de l'enseignement moyen.

Où en est le travail de la Commission spéciale chargée de l'examen de cette question ?

RÉPONSE.

Les sous-commissions ont déposé leurs conclusions et la commission plénière se réunira avant la fin de ce mois pour clôturer ses travaux.

La section centrale espère que les conclusions définitives de la Commission plénière seront formulées en projet de loi, par le Gouvernement, dans le courant de la session 1902-1903.

AUTRE QUESTION.

Un membre a demandé quelle est la profession des parents des élèves fréquentant les athénées et les autres établissements publics d'enseignement moyen (abstraction faite des sections préparatoires), et quelles localités ils habitent.

RÉPONSE.

L'administration centrale ne possède pas ces renseignements. En ce qui concerne la profession des parents des élèves, aucune instruction ne prescrit aux chefs des établissements d'enseignement moyen de s'en enquérir.

AUTRE QUESTION.

Quels résultats a produit, en fait, l'interdiction d'imposer des devoirs et des leçons à certaines catégories d'élèves des sections préparatoires d'établissements d'enseignement moyen, et d'imposer, à d'autres catégories de ces mêmes élèves, des devoirs et des leçons comportant un travail de plus d'une certaine durée. Ces mesures ne pourraient-elles être étendues, par voie de conseil ou autrement, dans les écoles primaires ?

RÉPONSE.

L'interdiction formulée par l'article 9 du règlement d'ordre intérieur des écoles moyennes de l'État a eu pour but de porter remède à l'abus des leçons à étudier et des devoirs à faire à domicile. Il ne convient pas, en effet, que des enfants de 6 à 8 ans, qui ont été retenus en classe cinq ou six heures par jour, soient encore forcés de se livrer chez eux à un travail intellectuel quelque peu important.

Les résultats de cette mesure ne sont pas encore suffisamment établis pour donner lieu à une appréciation définitive. D'une part, l'esprit qui l'a dictée est reconnu par tout le monde; d'autre part, il y a des chefs d'établissement et des pères de famille qui la jugent trop absolue et qui voudraient voir les enfants occupés à domicile, pendant un temps très court nécessairement.

Les modifications suivantes à apporter au règlement sont actuellement à l'étude :

1° Interdiction absolue d'imposer des

leçons et des devoirs aux élèves des deux premières années préparatoires (ces élèves sont âgés de 6 à 7 ans);

2 Interdiction d'imposer aux élèves de la troisième et de la quatrième année préparatoire des leçons et des devoirs dépassant une demi-heure par jour (ces élèves sont âgés de 8 à 9 ans);

3^o Interdiction d'imposer aux élèves de la cinquième et de la sixième année préparatoire des leçons et des devoirs dépassant une heure par jour (ces élèves sont âgés de 10 à 11 ans).

En ce qui concerne l'enseignement primaire, le Gouvernement ne pourrait intervenir que par voie de conseil, les communes, en cette matière, étant souveraines, dans les limites établies par la loi. (Art. 2 et 4 de la loi sur l'enseignement primaire.)

Enseignement primaire.

QUESTION.

Quelles sont les règles qui président à la délimitation du nombre des élèves admis dans les écoles normales de l'État?

RÉPONSE.

En présence du grand nombre d'instituteurs et d'institutrices sans emploi, le Gouvernement s'est vu dans l'obligation de limiter le nombre des admissions dans les écoles normales de l'État.

Le chiffre des élèves à admettre a été fixé primitivement à 15 par école, sauf pour les écoles flamandes, au nombre de trois, où ce chiffre a été quelque peu dépassé. (Gand et Lierre instituteurs, et Bruges institutrices.)

Depuis, le nombre des élèves à admettre dans chaque école a été porté à 20, avec la même réserve que ci-dessus pour les écoles flamandes.

En règle générale, tous les élèves-instituteurs ayant subi avec succès les épreuves de l'examen d'entrée sont admis, car leur nombre dépasse rarement le chiffre 20. Mais, il n'en est pas de même en ce qui concerne les aspirantes élèves-institutrices.

2^e QUESTION.

Un membre demande l'opinion du

RÉPONSE.

Aucune proposition de loi, due à l'ini-

Gouvernement sur les projets de réforme scolaire de MM. Verhaegen et de Ponthière.

3^e QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement relatives au projet de loi Maenhaut?

4^e QUESTION.

Quelle est la situation actuelle, avec statistiques à l'appui, des écoles primaires publiques et libres du pays wallon et de l'agglomération bruxelloise, en ce qui regarde la langue flamande? Cet enseignement ne pourrait-il être renforcé? Quelles mesures compte prendre M. le Ministre pour y parvenir?

5^e QUESTION.

A l'article 106, un membre demande le motif de la réduction de 5,000 francs proposée pour l'enseignement du travail manuel à l'école primaire.

6^e QUESTION.

A l'article 110, un membre demande

l'initiative parlementaire des honorables MM. Verhaegen et de Ponthière, n'a été déposée sur le bureau de la Chambre.

RÉPONSE.

Le rapport de la section centrale, chargée de l'examen de la proposition de loi, due à l'initiative parlementaire de l'honorable M. Maenhaut, n'a pas été distribué. Le Gouvernement se réserve de prendre connaissance de ce document avant de faire connaître ses vues.

RÉPONSE.

Les statistiques relatives à l'enseignement des langues nationales dans nos écoles primaires inspectées ne sont dressées que tous les trois ans. La dernière statistique, jointe à cette note, remonte à la fin de décembre 1899. Il en sera très prochainement dressé une nouvelle.

Il résulte de la combinaison des articles 2 et 4 de la loi organique de l'instruction primaire qu'il appartient aux communes, au point de vue de l'enseignement des langues nationales, de prendre les mesures nécessaires en tenant compte des besoins des localités.

L'excellente circulaire prise par M. le Ministre Schollaert, le 31 juillet 1899, n'a pas été rapportée, et si des abus étaient constatés dans certaines communes, il appartiendrait au Gouvernement de faire application de l'article 7, § 3 de la loi.

RÉPONSE.

Cette diminution est justifiée par les résultats des années antérieures. (Voir *Note préliminaire*, p. 16, et *Développements*, pp. 84-85.)

RÉPONSE.

Cette diminution de 10,000 francs est

pour quel motif il y a réduction à cet article?

justifiée par le fait que, dans la plupart des communes, l'enseignement religieux est donné par les instituteurs ou par les membres du clergé paroissial, qui ne touchent de ce chef aucune rémunération. (Voir *Note préliminaire*, p. 16, et *Développements*, pp. 84-85.)

Après lecture de ce rapport, la section centrale a approuvé le budget par six voix et une abstention.

Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



(14)

ANNEXE A.

RELEVÉ STATISTIQUE

Écoles dans lesquelles la langue maternelle est le français, le flamand, l'allemand, et écoles dans lesquelles on enseigne une seconde langue.

ANNÉE 1899.

DÉSIGNATION des RESSORTS D'INSPECTION PRINCIPALE.	NOMBRE TOTAL des écoles primaires. (Ecoles de garçons, de filles et mixtes)	LANGUE MATERNELLE			SECONDE LANGUE		
		Français.	Flandr.	Allemand.	Français.	Flandr.	Allemand.
		Nombre des écoles.			Nombre des écoles.		

A. Écoles primaires communales.

Anvers	140	»	140	»	99	»	»
Malines	155	»	155	»	49	»	»
Bruxelles	261	58	203	»	177	58	»
Louvain	591	251	160	»	126	4	»
Bruges	154	»	154	»	152	»	»
Courtrai	97	18	79	»	79	10	»
Alost	200	»	200	»	159	»	»
Gand	147	5	144	»	127	1	»
Charleroy	566	566	»	»	»	19	»
Mons	529	525	4	»	4	10	»
Tournai	275	275	»	»	»	»	»
Huy	582	568	14	»	14	1	»
Liège	559	317	6	16	22	5	27
Hasselt	144	12	152	»	118	»	»
Arlon	255	189	»	64	64	»	2
Marche	241	238	»	3	5	2	1
Dinant	257	237	»	»	»	21	»
Namur	514	514	»	»	»	5	»
Le Royaume . . .	4,583	2,951	1,549	85	1,155	132	50
		4,583					

DÉSIGNATION des RESSORTS D'INSPECTION PRINCIPALE.	NOMBRE TOTAL des écoles primaires. (Écoles de garçons, de filles et mixtes.)	LANGUE MATERNELLE			SECONDE LANGUE		
		Français.	Flandr.	Allemand.	Français.	Flandr.	Allemand.
		Nombre des écoles.			Nombre des écoles.		

B. Écoles primaires adoptées.

Anvers	71	»	71	»	54	»	»
Malines	97	»	97	»	39	»	»
Bruxelles	55	2	51	»	31	2	»
Louvain	59	20	39	»	34	1	»
Bruges	145	»	145	»	137	»	»
Courtrai	144	15	131	»	131	0	»
Alost	160	»	160	»	131	»	»
Gand	119	1	118	»	107	1	»
Charleroy	56	56	»	»	»	»	»
Mons	51	50	1	»	1	4	»
Tournai	52	52	»	»	»	1	»
Huy	20	19	1	»	1	1	»
Liège	22	19	1	2	3	2	»
Hasselt	165	2	163	»	111	»	»
Arlon	37	34	»	3	3	»	»
Marche	47	47	»	»	»	»	»
Dinant	42	42	»	»	»	3	»
Namur	74	74	»	»	»	2	»
Le Royaume . . .	1,552	571	976	5	765	21	»
		1,552					

DESIGNATION des RESSORTS D'INSPECTION PRINCIPALE.	NOMBRE TOTAL des écoles primaires. (Écoles de garçons, de filles et mixtes.)	LANGUE MATERNELLE			SECONDE LANGUE		
		Français.	Flandais.	Allemand.	Français.	Flandais.	Allemand.
		Nombre des écoles.			Nombre des écoles.		

C. Écoles primaires privées subsidees.

Anvers	38	»	38	»	31	»	»
Malines	12	»	12	»	6	»	»
Bruxelles.	72	24	48	»	37	25	»
Louvain	82	51	31	»	32	5	»
Bruges	86	»	86	»	74	»	»
Courtrai	79	10	69	»	68	2	»
Alost	50	»	50	»	49	»	»
Gand	75	»	75	»	63	»	»
Charleroy.	80	80	»	»	»	0	1
Mons.	96	95	1	»	1	11	1
Tournai	49	49	»	»	»	5	»
Huy	52	51	1	»	1	1	»
Liège.	69	67	»	2	2	7	8
Hasselt	29	»	29	»	25	»	»
Arlon.	45	40	»	5	5	»	2
Marche	24	24	»	»	»	2	»
Dinant	22	22	»	»	»	2	»
Namur	60	60	»	»	»	5	»
Le Royaume. . .	1,016	575	458	5	590	65	12
		1,016					

ÉCOLES PRIMAIRES :	RÉCAPITULATION.						
A. Communales.	4,585	2,951	1,519	85	1,153	152	50
B. Adoptées	1,552	571	976	5	765	21	»
C. Privées subsidees . . .	1,016	573	458	5	590	65	12
TOTAL.	6,781	3,895	2,765	95	2,506	218	42
		6,781					

Comparaison entre les années 1896 et 1899.

En plus pour 1899	205	70	151	4	221	54	5
		205					

(1)

(N^o 50.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 DECEMBER 1902.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

De voor de begrooting van 1903 aangevraagde kredieten beloopt de som van	fr. 31,452,390 10
De kredieten, in 1902 toegekend, bedroegen	32,975,950 10
Dus eene vermindering van	522,560 »

Er behoort uitlegging gegeven over deze vermindering, waarover tegen de Regeering klachten oprezen.

Het lezen van de Nota, die het ontwerp van begrooting voorafgaat, volstaat om zich onmiddellijk te overtuigen dat de gewone uitgaven voor het jaar 1903 gebracht zijn op 29,604,507 frank, terwijl voor het dienstjaar 1902 slechts 29,088,474 frank werd voorzien, dus op het gewone eene verhooging van 512,536 frank.

Derhalve is de vermindering van kredieten te zoeken op het buitengewone.

Voor 1903 zijn deze uitgaven geraamd op	fr. 1,850,883 10
Terwijl zij in 1902 bedroegen	2,885,779 10
Of eene vermindering van	1,034,896 »

De buitengewone uitgaven veranderen ieder jaar. Zij staan in verhouding tot de min of meer groote en dringende behoeften van de verschillende diensten des Bestuurs.

(1) Begrooting n^o 4, VI.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHULLAERT, voorzitter, bestond uit de heeren DONET, DUFRANE, HARMIGNIE, HOYOIS, TACK en COLAERT.

Zoo beliepen zij, om enkel de drie laatste jaren te vermelden :

Voor het dienstjaar 1900.		fr. 1,701,903 »
— 1901.		2,412,559 »
— 1902.		2,885,779.10

Waarschijnlijk zullen latere begrootingen dezelfde verschillen opleveren. Hoe het zij, tot hiertoe was 't het onderwijs in elken graad dat het meest voordeel trok uit de buitengewone kredieten, aan het Departement van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs toegekend. Sedert vele jaren, immers, werd geene enkele openbare school afgeschaft, en uit geen cijfer der Begrooting blijkt dat de Regeering van plan is het getal, aan de openbare machten onderworpen onderwijsgestichten, of zelfs de aan Staatsonderwijs toegekende kredieten te verminderen.

Ook werd het verwijt, waarop wij daareven kortbondig antwoordden, niet uitgebracht in de Middenafdeeling noch in de afdeelingen, die het ontwerp van begrooting goedkeurden : de eerste, met tien stemmen en vier onthoudingen; de tweede, met dertien stemmen tegen vijf; de derde, eenparig min ééne stem en twee onthoudingen; de vierde, met negen stemmen en twee onthoudingen; de vijfde, met dertien stemmen tegen ééne; de zesde, eenparig, behalve eene onthouding.

ALGEMEENE BERAADSLAGING.

Evenals in vroegere jaren, liep de algemeene beraadslaging enkel over drie vraagstukken, die menigmaal werden opgeworpen en, naar het algemeen oordeel, eene spoedige oplossing vereischen : het toepassen van de wet op het schrijversrecht, het ontoereikende van de landelijke politie en het wetsvoorstel betreffende het bestendige van de gemeentelijke ambten.

Toepassing van de wet op het schrijversrecht.

De Kamer zal zich herinneren dat, sedert jaren, de Middenafdeeling voor de Begrooting van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, die zich onledig hield met talrijke verzoekschriften tegen de strenge toepassing der wet van 1886 op het schrijversrecht, heeft gewezen op de misbruiken en kwellingen waarvan wordt geklaagd door de belanghebbenden en, — wij mogen het er bijvoegen, — door gansch de openbare denkwijze.

Voor 't oogenblik achten wij het nutteloos de grieven van de stellers der verzoekschriften op te sommen. Dat werd overigens breedvoerig gedaan in ons verslag over de begrooting voor 1901. (Oorkonde n^o 117, blz. 2 en vlgg.) Daarnaar verwijzen wij, evenals naar de beraadslagingen, over deze zaak gevoerd in Kamer en Senaat, bij de bespreking der begrooting van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs voor het dienstjaar 1897.

De wetgever verklaarde in 1886 dat de wet verstandig diende uitgevoerd. Nu, de nationale Bond der Schrijversmaatschappijen bekend zelf dat zij aanleiding gaf tot overdreven strengheid, wat eene terugwerking veroor-

zaakt, die wij overdreven noch onrechtvaardig mogen heeten. Zelfs zijn het de leden van deze Vereeniging, die het vinnigst opkomen tegen de toepassing van de wet.

Is dit te verwonderen? Zij zien dat het werk van den wetgever van 1886 op den duur ten onder zal geraken, ten gevolge van de misbruiken, begaan door de talrijke agenten, tot welke de schrijvers zich wenden voor het innen van de rechten, die de wet, streng uitgelegd, veroorlooft te eischen. Zij hebben hoegenaamd geenen invloed op het beheer van hunne kunstbelangen, evenmin als van hunne stoffelijke. Zelfs worden zij niet toegelaten op de algemeene vergaderingen der Maatschappij waarvan zij lid zijn. Eindelijk, verplichten hunne overeenkomsten hen het openbaar uitvoeren van hunne werken nog slechts te veroorloven of te verbieden door toedoen van het syndicaat of van het algemeen agentschap, en, in geval van uitvoering onder hunne eigene leiding, mits het betalen van schrijversrecht!

« Wij bedoelen vooral het uitvoeren van muzikale werken. « Dat een » meester, zoo zegt de heer Gilkens, een concert inricht, zijne werken ten » gehoor brengt, eene vertooning geeft, waarin hij alleen is betrokken, » toch beweert de Maatschappij te mogen tusschenbeide komen en rechten » te eischen, waarvan de schrijver nog slechts een deel zal trekken. »

En de achtbare ondervoorzitter van den nationalen Bond der Belgische Maatschappijen, haalt, volgens den heer Kufferath, twee voorbeelden aan tot staving van zijn gezegde: Zekeren dag, bracht de heer Tinel zijn oratorio *Franciscus* ten gehoor. Schoon hij lid der Vereeniging was, moest hij *vijftig frank* betalen, omdat hij zijn werk had bekend gemaakt. Hij kreeg als schrijversrecht zeventien frank en één centiem! De heer Adolf Samuel werd eveneens behandeld, toen hij op een openbaar concert zijne mystieke symphonie *Christus* liet uitvoeren.

't Is te begrijpen dat schrijvers en toonzetters tegen dergelijke doenwijze opkomen, en 't is overigens niet het eenige waarover zij te klagen hebben!

En het publiek komt niet minder in verzet. Er kan geen liefdadigheidsfeest meer ingericht worden, zonder dat een agent der Maatschappij, meestal een deurwaarder, zijn gezag opdringt om betaling van schrijversrecht te eischen. Uitvoeringen in kerken, ontdaan van alle winstbejag, zijn niet vrij; en zelfs draaiorgels en foore-muziek moeten hunnen tol betalen aan de Maatschappij van Schrijvers en Toonzetters, die zelve maar in heel geringe mate deelachtig zijn in het geheven recht.

Zoo spreekt de wet, zegt men. Ja, volgens de wet van 1886 mag het zoover worden gedreven. Dit weet de Schrijversmaatschappij maar al te goed, en houdt men haar niet in toom, dan drijft zij wellicht hare bespottelijke eischen zoover, dat zij den werkmán zal vervolgen die een aria neuriet of fluit, dat werd gemaakt door een lid der vereeniging.

Dus geeft de toepassing der wet van 1886 aanleiding tot misbruiken, in strijd met de inzichten van den wetgever.

Is zulke toestand te verhelpen?

Ter zitting van 15 April 1897, verklaarde de heer Schollaert, alstoen

Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, overtuigd zijnde dat er op dit gebied talrijke misbruiken werden gepleegd, dat, bleven zij voortduren, hij, zoo hij over geen ander middel had te beschikken, de Kamer verzoeken zou eene wet te maken om de misbruiken te doen ophouden.

De achtbare Minister dacht dat deze verklaring eene heilzame vermaning zou zijn voor de agenten der maatschappijen. Het wordt goed verstaan, zegde hij, dat het geene ijdele bedreiging is; doen de misbruiken zich andermaal voor, dan wordt een ontwerp van wet overgelegd. Men zou kunnen doen wat de heer Ligy vroeg, 't is te zeggen in het *Staatsblad* de titels afkondigen van de werken, waarvan de schrijvers den eigendom behielden.

De Kamer weet dat deze lijst verscheen in het *Staatsblad* van 8 Februari 1900 en later werd aangevuld. Doch, in strijd met de verwachting van den achtbaren heer Schollaert, klagen het publiek en de schrijvers zelve nog erger dan vroeger, en, het dient gezegd, niet zonder reden.

In 1891 dachten wij eene oplossing gevonden te hebben die, de wet van 1886 eventjes wijzigende, mits handhaving van hare beginselen, alle belangen bevredigen zou. « Het *Staatsblad*, zegden wij, vermeldt enkel den naam der schrijvers die tot de Maatschappij behooren. Kan daarenboven niet worden gevraagd dat alle muzikaal werk, te koop gesteld of in omloop gebracht, den datum van zijne verschijning drage en de vermelding dat de schrijver of de uitgever hunne rechten voorbehielden? » (Verslag over de Begrooting voor 1901, Oorkonde 117, blz. 6.)

Hadde de Schrijversmaatschappij gelet op het goed begrepen belang van het publiek en van zijne leden, zij zou deze zienswijze hebben gevolgd. Door de afkondiging en de vermelding, haar ingegeven door de Middenafdeeling, hadde zij het publiek bekend gemaakt met den naam en de uitgestrektheid der rechten van den schrijver der muzikale werken. Ten minste hadde zij haren goeden wil kunnen inroepen en wellicht hadde het publiek daar rekening mede gehouden.

Doch daarover bekommert de Maatschappij zich niet. Zelfs acht zij niet noodig hare leden te bevredigen! Zij handelt als eene groote ondernemingsmaatschappij, met talrijke agenten en onder-agenten, voor het gerecht bijgestaan door bijzondere raadgevers en gediend door verklikkers, die bij de rechtsgedingen belanghebbende getuigen zijn.

Overigens brengen zulke gedingen haar weinig of niets op. 't Zijn weleer middelen tot vreesaanjaging, en het voordeeligt gevolg daarvan zijn de abonnementen, die zij muziekmaatschappijen en tot zelfs orgeldraaiers bij zich doet nemen.

Thans schijnt het ons dat wetsbepalingen alleen orde in dien toestand kunnen brengen. Aan raad ontbrak het der Maatschappij niet, en verwittiging kreeg zij in overvloed; zij miskende de inzichten des wetgevers van 1886; deelt de inzichten niet van den huidige wetgever. Enkel voor eene strenge nieuwe wet zal zij buigen.

Overigens zou eene kleine wet, tot wijziging van artikel 16 der wet

van 1886, volstaan; zij zou van schrijversrecht ontslaan alle muzikale uitvoering en feesten, waarvoor geen inkomgeld wordt geveerd, tenzij om de kosten te bestrijden of een liefdadig werk te steunen. Ook het bedrag van het schrijversrecht dient bepaald en op een minste cijfer gebracht, bij voorbeeld 2 t. h. van de ruwe opbrengst.

Wellicht wordt ons tegengeworpen dat wij zoodoende, afwijken van onze zienswijze in 1901. Zoo is het ook, en wij willen het niet verbrengen. Doch welk middel bestaat er tot het weren van misbruiken, die blijkbaar toenemen? Wij kennen er geen ander dan het door ons, na den nationalen Bond der Schrijvers, aangewezen.

Doch is dit middel niet, zooals wij twee jaar geleden zegden, den eigendom van muzikale werken onteigenen in een openbaar belang, en zonder voorafgaande vergoeding?

Op deze gewichtige vraag werd niet afdoende geantwoord. Wellicht kan beweerd worden dat schrijvers en toonzetters de eenige gerechtigden op het eigendomsrecht zijn. Dit valt niet te betwisten. Doch schenden zij dan niet de overeenkomst, die zij met hunne maatschappij maakten? Anderen zouden er kunnen bijvoegen: strekken hun verzet, hunne klachten niet om zich te ontslaan van hunnen juridischen band?

Toch is, met het oog op het openbaar belang, de toestemming der schrijvers en toonzetters van belang. Stellig ook is het dat, zoo de Maatschappij blijkbaar misbruik maakt van de haar afgestane of erkende rechten, de wetgever niet onbepaaldelijk deze misbruiken mag bekrachtigen zonder de groote menigte te schaden.

Derhalve zullen wij niet stilblijven bij eene andere beweegreden, door de Maatschappij soms voor de rechtbanken ingeroepen, wanneer het uitvoering van muziek op draaiorgels geldt.

Schrijvers en toonzetters, zegt men, hebben er belang bij dat hunne werken behoorlijk worden uitgevoerd, en niet door den eerste den beste. Het antwoord is gemakkelijk te geven: is de uitvoering er te beter om, wanneer er een recht wordt voor betaald? En wie is hier de beste beoordeelaar? Is het niet veelmeer de schrijver zelf dan de Schrijversmaatschappij? En zoo hij niet klaagt, wat valt er dan te zeggen?

Zwitserland, en onlangs Duitschland, hebben den door ons aangeduiden weg betreden. Frankrijk doet het insgelijks, doch door bestuursmiddelen. Hun voorbeeld kan in België worden gevolgd.

De Middenafdeeling verzoekt de Regeering om onverwijld een ontwerp van wet in den gevraagden zin over te leggen. Denkt zij het niet te moeten doen, dan zouden wij van het voordrachtsrecht der Kamerleden eene hervorming verwachten, die door de openbare denkwijze wordt gevraagd en dringend in onze wetgeving moet opgenomen worden.

Landelijke politie.

Toen het vraagstuk van de landelijke politie werd opgeworpen door een lid der Middenafdeeling, werd hem geantwoord dat de zaak veelmeer behoort

tot de Departementen van Justitie en Landbouw dan tot dit van Binnenlandsche Zaken.

Overigens weten wij dat de Commissie, buiten het Parlement door de Regeering ingesteld om de zaak te bestudeeren, regelmatig vergadert en waarschijnlijk eerlang haar verslag zal kunnen overleggen.

Hoe het ook zij, de Middenafdeeling beveelt deze zaak aan bij gansch de Regeering, met de hoop dat zij tijdens dit zittingsjaar worde opgelost.

Bestendigheid van de gemeentelijke ambten.

Onlangs ontstelde zich de openbare denkwijze over den toestand van sommige gemeentebeambten, afgesteld onder verschillende voorwendzels, maar eigenlijk omdat zij niet de politieke zienswijze van hunne nieuwverkozen hoofden deelden.

Aan Kamer en Senaat werden vertoogschriften tegen dit schreeuwend misbruik van gezag overgemaakt.

Zonder ons in te laten met beschouwingen, die niet behooren tot het onderzoek van eene begrooting, zeggen wij zonder aarzelen dat, in een land waar de Grondwet gewetensvrijheid huldigt, gemeentelijke ambtenaren en beambten vrij moeten zijn in hunne denkwijze, en vooral vrij om over hunne stem te beschikken. Daarentegen hebben de gemeentebesturen het recht om te eischen dat hunne ondergeschikten geen misbruik maken van hun ambt of van de diensten die zij het publiek moeten bewijzen, om eenigen invloed op het kiezerskorps uit te oefenen. Gemeentebeambten zijn geene kiesmakelaars.

Wijken de beambten niet af van den kring hunner plichten en hunner bevoegdheid, dan hebben zij rechten welke de oversten uit rechtvaardigheid en menschlievendheid moeten eerbiedigen. Het vervullen van die plichten en het eerbiedigen van die rechten zullen in ons land steeds de beste waarborgen zijn voor het bestendige der gemeentebeambten.

Doch er werden misbruiken gepleegd, en wellicht zal dit nog meer voorkomen. De openbare denkwijze, die ze afkeurt, is niet steeds in staat ze te verhinderen of dezer gevolgen te herstellen. De wetgever zou moeten tusschenbeide komen, zoo talrijke — vooral gezamenlijke — misbruiken zich voortaan voordeden.

BERAADSLAGING OVER DE ARTIKELEN.

Bij deze beraadslaging, bepaalde de Middenafdeeling er zich schier uitsluitend bij om haren verslaggever te gelasten vragen aan de Regeering te stellen. Dezen last vervulden wij en maakten tevens den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs eene reeks vragen over, welke in de verschillende afdeelingen waren gesteld.

Alleen over hoofdstuk IV ontstond bespreking naar aanleiding van 't verbeteren van den toestand der lagere beambten bij de provinciale besturen.

De Kamer kent het gevoelen der Middenafdeeling. Deze verklaarde zich in beginsel voor die verbetering. Nogmaals verzoekt zij de Regeering de zaak te bestudeeren en gevolg te geven aan het gegronde van de klachten der beambten.

Tot staving van deze klachten, stelde een lid eene nota op, welke wij hieraan toevoegen :

« Sedert jaren vragen de lagere beambten der provinciale besturen om verbetering van hunnen toestand. De gouverneurs, hunne hoofden, ondersteunden herhaaldelijk hunne vragen bij het middenbestuur. Een aantal senatoren en volksvertegenwoordigers toonden zich insgelijks bekommerd over den neteligen toestand dezer beambten en bevalen ze dringend aan in de welwillendheid van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs. Het Parlement zelf hield zich insgelijks met de zaak bezig, en de middenafdeelingen voor de begrooting van Binnenlandsche Zaken, zoo in Kamer als in Senaat, brachten, in den laatsten zitting, verslag uit over de klachten van bedoelde beambten. Na een grondig onderzoek, erkenden zij dat ze gegrond waren en verzochten den bevoegden Minister in de ruimst mogelijke mate de belanghebbenden te bevredigen.

» Het Verslag van de Middenafdeeling over de Begrooting van Binnenlandsche Zaken voor 1902 aan de Kamer, zet den toestand en bedoelde klachten volkomen uiteen. Welnu, aangezien de heer Minister de Trooz zich voorbehield de gezamenlijke klachten van deze beambten te bestudeeren, dient thans inzonderheid gewezen op den toestand der beambten 2^e klasse, wier toekomst vooral in gevaar is. Daarover kan men naar het volgende oordeelen :

» Geraken deze nederige beambten tot de jaarwedde van 2,200 frank, zoo kunnen zij slechts bevorderen zoo er onder de ambtenaren van hooger rang plaatsen openvallen. Gaat niemand heen, er is geene bevordering. Mag men evenwel redelijkerwijs beweren dat verdienste, bekwaamheid, vlijt en goed gedrag geene aanmoediging verdienen ?

» De toekomst dezer beambten hangt eenvoudig af van het wisselvallige der omstandigheden of, laat ons liever zeggen, van het *toeval*, dat door overlijden min of meer plaatsen doet openvallen.

» Uit den huidige toestand der kaders mag men opmaken :

» 1^o Dat een klerk 2^e klasse nu 15, dan 20, 25 en zelfs 30 jaar graad moet hebben om op eene bevordering te mogen hopen ;

» 2^o Dat het meerendeel van die klerken onvermijdelijk in hunnen graad op pensioen hoeven gesteld, zoo het op hen toegepast inrichtings-reglement niet wordt gewijzigd.

» En men denke niet dat dit uitzonderingen zijn : de aangehaalde strijdigheid bestaat in elke provincie, en de *meest bekwame*, de *meest verdienstelijke* beambten *lijden* daardoor evenzeer als *de anderen*. De klerk 2^e klasse vervult al de noodige bedingen om naar de 1^e klasse over te gaan : hij wacht slechts naar het verdwijnen van zijnen overste om dezes plaats in te nemen.

» *Gemakkelijk is het te begrijpen dat allen geene aanspraak mogen maken*

op eenen hooger en stand; doch hier geldt het ondergeschikte ambten, welke ter nauwernood genoeg opbrengen om in de dringendste levensbehoeften te voorzien.

» Artikel 7 van het bestaande inrichtings-reglement veroorlooft, wel is waar, na 5 en 10 jaar maximum, dat is na 9 en 14 jaar graad, 110 of 120 frank verhooging toe te staan; doch dit is ontoereikend, zoo men rekening houdt met het geringe van de aldus verhoogde jaarwedde (2,420 frank), en ook hiermede, dat de klerk die deze gunst geniet, noodzakelijk bij de 30 jaar dienst en 50 levensjaren moet tellen.

» Men zal bekennen dat dergelijk stelsel van bevordering vaak den verdienstelijken beambte ontmoedigt, evenals den huisvader, die zijne kinderen behoorlijk wil opvoeden.

» Laat ons nu zien wat de beambten verlangen :

» Tot klerk 1^e klasse bevorderd te kunnen worden en 3,000 frank winnen na zeker getal dienstjaren.

» Is dat te veel gevraagd voor den gewetensvollen en werkzamen beambte, van wien men uitgebreide en verscheidene kundigheden vergt?

» De klerken bij *spoorwegen*, posten en telegraphen en bij de *bruggen en wegen* geraken tot dezen toestand.

» Evenals de klerken, wier zaak ik hier verdedig, zijn het beambten in Staatsdienst; toch worden zij anders behandeld. Evenwel dient men te bekennen dat het stelsel van bevordering met dubbel grondslag, zooals het is ingericht voor beide als voorbeeld aangehaalde besturen, het eenig rechtvaardige en redematige is, omdat ditgene alleen veroorlooft beambten te beloonen, die bewijs van ijver en ondernemingsgeest geven, zonder dat het diegenen schaaft welke ouder en langer in graad zijnde, insgelijks aanmoediging verdienen.

» Wordt artikel 4 van het inrichtings-reglement der provinciale besturen opgesteld in den door belanghebbenden aangeduiden zin, het beoogde doel ware bereikt. *Verdienstelijke klerken 2^e klasse*, dat is, zij die bewijzen van bekwaamheid in hunne dagelijkse taak geven, zouden na zeker getal dienstjaren bevorderd kunnen worden tot de 1^{ste} klasse, en de bekwaamsten naarmate er plaatsen openvallen.

» Volgens het hier bedoeld artikel 4, mogen thans expeditionairs en klerken 3^e klasse, zoo zij *verdienstelijk zijn*, hopen wederzijds benoemd te worden tot klerk 2^e en 3^e klasse, na zes jaar graad. 't Valt niet te ontkennen dat men zoodoende den toestand dezer nederige beambten verbeterde, en werden dezelfde voordeelen thans verleend aan de klerken 2^e klasse, die men in 1897 schijnt vergeten te hebben, zoo durven wij verzekeren dat de maatregel ongetwijfeld van aard zou zijn om voor langen tijd de lagere beambten der provinciale besturen te bevredigen.

» En wat heeft het middenbestuur te vreezen van het aannemen van de voorgestelde wijziging? De geldelijke gevolgen? Maar de daardoor te verwekken kosten zouden onaanzienlijk zijn, zoo men de sommen die moeten voortkomen van verdwijning, anders gezegd de overschotten der begrooting, besteedde om plaatsen van eersten klerk te stichten.

» Zou het zijn omdat de gouverneurs misbruik kunnen maken van het hun toegekend nieuw recht? Maar de bevorderingen als gevolg van artikel 4 moeten vooraf worden toegestaan door den heer Minister.

» Of zou het zijn de vrees dat er op een gegeven oogenblik nog slechts klerken 1^{ste} klasse zouden wezen? Opdat dit zou kunnen gebeuren, zou gedurende achttien of twintig jaar niemand mogen heengaan of sterven, en dat is onmogelijk.

» Zou het veeleer zijn omdat de klerken 1^{ste} klasse op hunne beurt en door dezelfde redeneering als hunne collega's, zouden kunnen vragen om bureelhoofd te worden? Dit is onmogelijk, vermits kandidaten tot den graad van bureelhoofd een zeer moeilijk bijzonder examen moeten afleggen.

» Deze nota is getrokken uit een langer vertoog, door de belanghebbenden opgesteld voor den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken.

» Ik vlei mij met de hoop dat hij, na daar kennis van genomen te hebben, het gegronde van de vraag der klerken 2^e klasse bij de provinciale besturen zal erkennen en er een gunstig gevolg aan geven. »

VRAAG.

In welke gemeenten wordt eerlang de burgerwacht werkdadig ingericht?

ANTWOORD.

De lijst dergemeenten, waar de burgerwacht eerlang tot den werkdadigen dienst wordt opgeroepen, is nog niet bepaald opgesteld.

Dit kan eerst dan geschieden, wanneer het gebruikelijk onderzoek is afgelopen.

ANDERE VRAAG.

Zal de Regeering er toe besluiten een ontwerp van wet over te leggen, waardoor hare bijdrage voor het inrichten van stands op de helft wordt bepaald?

ANTWOORD.

Deze zaak ligt ter studie.

De Middenafdeeling meent te doen opmerken dat de achtbare Minister zich in 1901 tweemaal verbond om een ontwerp van wet in den gevraagden zin over te leggen.

Openbaar onderwijs.

Bestuur van het hoojer onderwijs.

VRAAG.

Een lid vroeg wat er wordt van het vraagstuk der burgerlijke verpersoonlijking van de Hoogescholen.

ANTWOORD.

Bij de Kamer is over deze gewichtige zaak thans geen ontwerp of voorstel van wet aanhangig.

Overigens is de vraag in zulke onbestemde bewoordingen gesteld, dat ik er onmogelijk kan op antwoorden.

Persoonlijk blijf ik zoeken naar middelen om de vrije Hoogescholen van Leuven en Brussel tot rechtspersoon te maken.

Middelbaar onderwijs.

VRAAG.

Een lid vraagt hoe de Regeering denkt den toestand der leeraars in het middelbaar onderwijs te verbeteren.

Hoe staat het met het werk der Commissie die deze zaak moet onderzoeken ?

ANTWOORD.

De onder-commissiën hebben hare conclusiën overgelegd en de volledige commissie zal vóór het einde dezer maand vergaderen om hare werkzaamheden te sluiten.

De Middenafdeeling hoopt dat de eindbeslissing der algemeene Commissie door de Regeering in den loop van den zittijd 1902-1903 tot ontwerp van wet zal gemaakt worden.

ANDERE VRAAG.

Een lid vraagt wat het beroep is van de ouders der kinderen die naar atheïnaeums en andere openbare gestichten van middelbaar onderwijs gaan (de voorbereidende afdeelingen daargelaten) en waar zij wonen.

ANTWOORD.

Deze inlichtingen bezit het middenbestuur niet. Geene onderrichting beveelt de hoofden van de gestichten van middelbaar onderwijs na te gaan welk beroep de ouders der leerlingen uitoefenen.

ANDERE VRAAG.

Welke uitslagen verkreeg men feitelijk door het verbod om aan zekere leerlingen der voorbereidende afdeelingen van gestichten voor middelbaar onderwijs schooltaak en lessen op te leggen, en aan andere leerlingen van dezelfde soort schooltaak en lessen die een werk van meer dan zekerenduur vergen? Kunnen deze maatregelen niet bij wijze van raad of anderszins worden uitgestrekt tot de lagere scholen?

ANTWOORD.

Het verbod, gedaan door artikel 9 van het reglement van inwendige orde der middelbare scholen van den Staat, strekt om het misbruik van schooltaak ten huize te verhelpen. Het past trouwens niet, kinderen van 6 tot 8 jaar, die dagelijks vijf of zes uren in de school worden gehouden, te huis nog eenen eenigszins aanzienlijken geestesarbeid te doen verrichten.

De uitslagen van den maatregel zijn nog niet genoeg gekend om voorgoed te kunnen toegepast worden. Eenerzijds weet ieder met welk inzicht de maatregel werd genomen; anderzijds zijn er schoolbestuurders en huisvaders die hem te volstrekt vinden en zouden verlangen dat de kinderen, natuurlijk voor zeer korten tijd, te huis werden bezig gehouden.

Thans liggen ter studie, onderstaande wijzigingen in het reglement :

1^o Volstrekt verbod lessen en schooltaak op te leggen aan leerlingen, van de twee eerste voorbereidende klassen (leerlingen van 6 tot 7 jaar);

2^o Verbod om den leerlingen van het derde en vierde voorbereidend jaar langere lessen en schooltaken ten huize op te leggen dan voor een half uur per dag (leerlingen van 8 tot 9 jaar);

3^o Verbod om den leerlingen van het vijfde en zesde voorbereidend jaar lessen en schooltaak op te leggen van meer dan een uur per dag, (leerlingen van 10 tot 11 jaar);

Voor het lager onderwijs kan de Regeering enkel tusschenbeide komen door middel van raadgeving, aangezien de gemeenten op dit gebied almachtig zijn, binnen de perken, door de wet gesteld (art. 2 en 4 der wet op het lager onderwijs).

Lagere onderwijs.

VRAAG.

Welke regelen gelden voor het bepalen van het aantal leerlingen, in Staats normaalscholen toegelaten?

ANTWOORD.

Gezien het aantal ongeplaatste onderwijzers en onderwijzeressen, was de Regeering genoodzaakt het getal toelatingen tot Staats normaalscholen te beperken.

Eerst werd het cijfer der toe te laten leerlingen bepaald op 15 per school, behalve voor de drie Vlaamsche scholen, (Gent en Lier, onderwijzers, en Brugge, onderwijzeressen), waar dit getal eenigszins te boven werd gegaan.

Nadien, werd het getal in iedere school toe te laten leerlingen verhoogd tot 20, met hetzelfde voorbehoud als voor de Vlaamsche scholen.

In algemeenen regel, worden al de leerlingen-onderwijzer, die met goed gevolg het ingangs-examen aflegden, toegelaten, want zelden zijn er meer dan 20. Doch dit is niet het geval met de leerlingen-onderwijzeressen.

2° VRAAG.

Een lid vraagt om het gevoelen der Regeering te kennen over de ontwerpen tot schoolhervorming, overgelegd door de heeren Verhaegen en de Ponthière.

3° VRAAG.

Wat zijn de inzichten der Regeering over het wetsvoorstel Maenhaut?

4° Vraag.

Wat is, op statistieken gestaafd, thans de toestand der openbare en vrije lagere scholen in het Walenland en in den Brusselschen omtrek, in zake van de Nederlandsche taal? Kan dat onderwijs niet versterkt worden? Welke maatregelen denkt de heer Minister daartoe te nemen?

5° VRAAG.

Onder artikel 106, vraagt een lid om welke reden er is voorgesteld met 5,000 frank de toelage te verminderen, welke wordt verleend voor het onderwijs van handarbeid in de lagere scholen.

ANTWOORD.

Geen wetsvoorstel, uitgaande van de achtbare heeren Verhaegen en de Ponthière, werd op het bureel der Kamer overgelegd.

ANTWOORD.

Het verslag der Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel van den achtbaren heer Maenhaut, werd nog niet rondgedeeld. De Regeering behoudt zich voor om van dat stuk kennis te nemen, alvorens hare inzichten bekend te maken.

ANTWOORD.

Slechts om de drie jaar worden de statistieken opgemaakt, over het onderwijs van 's lands talen in onze lagere scholen onder toezicht. De jongste, bij deze nota gevoegde statistiek, dagteekent van einde December 1899. Eerlang wordt eene nieuwe opgemaakt.

Uit het samenvoegen van artikelen 2 en 4 der wet tot inrichting van het lager onderwijs volgt, dat het de gemeenten zijn die voor het onderwijs der landstalen de noodige maatregelen nemen, gelet op de plaatselijke behoeften.

De uitmuntende omzendbrief, den 31^e Juli 1899 door den heer Minister Schollaert uitgevaardigd, werd niet ingetrokken, en werden in sommige gemeenten misbruiken vastgesteld, dan zou de Regeering artikel 7, § 4 der wet hebben toe te passen.

ANTWOORD.

Deze verlaging is gesteund op de uitslagen van vroegere jaren. (Zie *Inleidende Nota*, blz. 16, en *Toelichting*, blz. 84 85.)

6° VRAAG.

Onder artikel 110, vraagt een lid om welke redenen dit artikel wordt vermindert.

ANTWOORD.

Deze vermindering met 10,000 frank is hierop gesteund, dat in meest alle gemeenten het godsdienstig onderwijs wordt 'gegeven door de onderwijzers of de parochie-geestelijkheid, die daarvoor niet worden vergolden. (Zie *Inleidende Nota*, blz. 16, en *Toelichting*, bl. 84-85.)

Na voorlezing van dit verslag, keurde de Middenafdeeling de begrooting goed met zes stemmen en eene onthouding.

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.



(14)

BIJLAGE A.

STATISTIEKE OPGAVE

*Scholen, waar de moedertaal Fransch, Nederlandsch, Duitsch is, en scholen
waar eene tweede taal wordt onderwezen.*

JAAR 1899.

AANDUIDING van de omschrijvingen van HOOFD-OPZIENERS.	AANTAL lagere scholen. (Voor jongens, meisjes en gemengde.)	MOEDERTAAL			TWEDE TAAL		
		Fransch.	Nederlandsch.	Duitsch.	Fransch.	Nederlandsch.	Duitsch.
		Getal scholen.			Getal scholen.		

A. Lagere gemeentescholen.

Antwerpen	140	»	140	»	99	»	»
Mechelen	153	»	135	»	49	»	»
Brussel	261	58	205	»	177	58	»
Leuven	591	251	160	»	126	4	»
Brugge	154	»	134	»	132	»	»
Kortrijk	97	18	79	»	79	10	»
Aalst	200	»	200	»	139	»	»
Gent	147	5	144	»	127	1	»
Charleroi.	566	566	»	»	»	19	»
Bergen	529	525	4	»	4	10	»
Doornik	275	275	»	»	»	»	»
Hoei	582	568	14	»	14	1	»
Luik	559	517	6	16	22	5	27
Hasselt	144	12	132	»	118	»	»
Aarlen	255	189	»	64	64	»	2
Marche	241	258	»	5	5	2	1
Dinant	257	237	»	»	»	21	»
Namen	514	514	»	»	»	5	»
Het Rijk. . .	4,585	2,951	1,549	85	1,155	152	50
		4,585					

AANDUIDING van de omschrijvingen van HOOFD OPZIGNERS.	AANTAL lagere scholen. (Voorjongens, meisjes en gemengde)	EERSTE TAAL			TWEDE TAAL		
		Fransch	Nederlandsch.	Duitsch.	Fransch.	Nederlandsch.	Duitsch.
		Getal scholen.			Getal scholen.		

B. Aangenomen lagere scholen.

Antwerpen	71	»	71	»	34	»	»
Mechelen.	97	»	97	»	39	»	»
Brussel	33	2	31	»	31	2	»
Leuven	39	20	39	»	34	4	»
Brugge	143	»	143	»	137	»	»
Kortrijk	144	13	131	»	131	6	»
Aalst	100	»	100	»	131	»	»
Gent	119	1	118	»	107	1	»
Charleroi	36	36	»	»	»	»	»
Bergen	31	30	1	»	1	4	»
Doornik	32	32	»	»	»	1	»
Hoel	20	19	1	»	1	1	»
Luik	22	19	1	2	3	2	»
Hasselt	163	2	163	»	111	»	»
Aarlen	37	34	»	3	3	»	»
Marche	47	47	»	»	»	»	»
Dinant	42	42	»	»	»	3	»
Namen	74	74	»	»	»	2	»
Het Rijk.	1,332	371	976	5	763	21	»
		1,332					

AANDUIDING van de omschrijvingen van HOOFD-OPZIGNERS.	AANTAL lagere scholen. (Voor jongens, meisjes en gemengde.)	HOOFDTAAL			TWERDE TAAL		
		Fransch.	Nederlandsch.	Duitsch.	Fransch.	Nederlandsch.	Duitsch.
		Getal scholen.			Getal scholen.		

C. Private lagere scholen met toelagen.

Antwerpen	38	»	38	»	31	»	»
Mechelen	12	»	12	»	6	»	»
Brussel	72	24	48	»	37	23	»
Leuven	82	51	31	»	52	3	»
Brugge	86	»	86	»	74	»	»
Kortrijk	79	10	69	»	68	2	»
Aalst	50	»	50	»	49	»	»
Gent	73	»	73	»	63	»	»
Charleroi	80	80	»	»	»	6	1
Bergen	96	95	1	»	1	11	1
Doornik	49	49	»	»	»	5	»
Hoel	52	51	1	»	1	1	»
Luik	69	67	»	2	2	7	8
Hasselt	29	»	29	»	23	»	»
Aarlen	45	40	»	5	5	»	2
Marche	24	24	»	»	»	2	»
Dinant	22	22	»	»	»	2	»
Namen	60	60	»	»	»	5	»
Het Rijk	1,016	575	438	5	390	63	12
		1,016					

LAGERE SCHOLEN :

WEDEROPSOMMING.

A. Gemeentescholen	4,383	2,931	1,349	83	1,153	132	50
B. Aangenomen	1,352	571	976	5	763	21	»
C. Private met toelagen . . .	1,016	573	458	5	390	63	12
Te zamen	6,751	3,895	2,763	93	2,306	218	42
		6,751					

Vergelijking tusschen de jaren 1896 en 1899.

Meer in 1899	203	70	131	4	221	54	5
		203					